



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

Marseille, **01 JUIL. 2014**

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET DES TRAVAUX RÉGLEMENTÉS
ET POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

Dossier suivi par : Monsieur GILLARDET

☎ 04.84.35.42.76

n°2014-207SANC

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

**A l'encontre de la Société TOTAL RAFFINAGE FRANCE
à Châteauneuf-les-Martigues (13165)**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD
PREFET DES BOUCHES DU RHONE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1 et L.171-6 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013-302PC du 3 août 2012, prescrivant à la Société TOTAL RAFFINAGE FRANCE la réalisation d'études technico-économiques en vue de réduire les émissions de poussières de la raffinerie de Provence à Châteauneuf-les-Martigues (13) ;

Vu la visite d'inspection par l'inspecteur de l'environnement le 4 décembre 2013 sur le site,

Vu qu'il a été constaté que l'étude prescrite par l'arrêté sus-mentionné, n'a pas été réalisé de façon satisfaisante, en ne traitant pas, de la possibilité de recourir, de façon pérenne, à l'utilisation de combustibles gazeux,

Vu le courrier du 28 octobre 2013, de l'inspection des installations classées, demandant à la Société TOTAL RAFFINAGE FRANCE, de compléter son étude sous deux mois, afin notamment d'étudier la possibilité d'employer exclusivement des combustibles gazeux,

Vu la réponse l'exploitant en date du 24 février 2014, à propos des remarques formulées lors de l'inspection précitée, proposant de remettre une nouvelle étude d'ici la fin de l'année 2014,

Vu la lettre de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 13 juin 2014, précisant que les réponses transmises par l'exploitant n'étaient pas satisfaisantes, les compléments attendus depuis août 2013 n'ayant pas été fournis,

Vu le rapport du 13 juin 2014 de l'inspecteur de l'environnement,

.../...

Vu le courrier transmis à l'exploitant par courrier en date du 13 juin 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, lui indiquant la nécessité de réaliser une étude complète concernant les solutions permettant de réduire ses émissions de poussières issues de l'émissaire connecté à la chaudière 12, en traitant notamment de la possibilité de recourir, exclusivement, à des combustibles gazeux,

Vu l'avis de Monsieur le Sous-Préfet d'Istres du 23 juin 2014,

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 juin 2014, souligne l'inobservation persistante des prescriptions techniques mentionnées à l'article 1^{er} de l'arrêté du 3 août 2012,

Considérant qu'en application des termes de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, lorsqu'un inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect des prescriptions techniques imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure celui-ci de respecter ces prescriptions dans un délai déterminé,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1 :

La Société TOTAL RAFFINAGE FRANCE qui exploite la Raffinerie de Provence située sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues, est mise en demeure de respecter **sous trois mois** les prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013-302PC du 3 août 2012, en étudiant la faisabilité de l'emploi exclusif de combustibles gazeux en vue de respecter l'objectif de 20mg/Nm3 en poussières totales pour l'ensemble des rejets issus de l'émissaire connecté à la chaudière 12.

Article 2 :

En cas de non-respect des conditions qui précèdent dans le délai imparti, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues à l'article L.171-8,9,10,11 et suivants du Code de l'Environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux **articles L. 211-1 et L. 511-1** du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

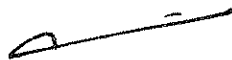
Le présent arrêté sera notifié à la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE et publié au recueil des actes administratifs du département.

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Sous-Préfet d'Istres,
- Monsieur le Maire de la commune de Châteauneuf-les-Martigues,
- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- l'Agence Régionale de Santé,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le, **01 JUIL. 2014**

**Pour le Préfet
Le secrétaire Général**



Louis LAUGIER

